

**Nations unies - Afghanistan - Débat  
trimestriel public au conseil de  
sécurité - Intervention du  
représentant permanent adjoint de  
la France aux Nations unies**  
(New York, 10 mars 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de renouveler les condoléances de la France au peuple afghan et aux familles des victimes de l'attentat qui a été commis le 8 mars à Kaboul. La France condamne sans réserve ces actes qui entendent faire obstacle au redressement de l'Afghanistan et dont les auteurs ne doivent pas rester impunis.

Je voudrais ensuite remercier chaleureusement le représentant spécial du secrétaire général, Tadamichi Yamamoto et le Dr Sima Samar, pour leur présence aujourd'hui et leurs exposés. La France s'associe d'avance au discours qui sera prononcé au nom de l'Union européenne.

1/ Alors que le gouvernement d'union nationale en est à la troisième année de mandat, son engagement et ses efforts accomplis en direction d'un Afghanistan démocratique, stable et prospère, doivent être salués. La conférence de Bruxelles d'octobre 2016 a illustré une nouvelle fois sa détermination à avancer sur la voie des réformes, mais elle a aussi rappelé que la communauté internationale se tenait toujours aux côtés de l'Afghanistan. La France réitère à ce titre son plein soutien au gouvernement afghan et l'encourage à poursuivre ses efforts en faveur du développement et de la stabilisation du pays.

2/ Malheureusement, la détérioration continue de la situation sécuritaire est extrêmement préoccupante, comme en atteste le triste record de victimes civiles en 2016. En dépit de l'action courageuse des forces de sécurité afghanes, avec le soutien des partenaires internationaux, les attentats commis par les talibans et par Daech continuent de cibler inlassablement les populations civiles. À ce coût humain déjà trop lourd s'ajoute un second coût, celui des entraves que cette situation d'insécurité pose au développement économique du pays et à sa marche vers la stabilité. Les efforts pour combattre cette violence et pour protéger les civils, en particulier les femmes et les enfants comme le soulignait mon collègue suédois, ne doivent donc en aucun cas être relâchés.

3/ Au regard de la situation sécuritaire, il est d'autant plus urgent de relancer les efforts pour un processus de paix dirigé par et pour les Afghans. La reprise d'un dialogue avec les talibans demeure une perspective indispensable. La France appelle à ce titre tous les acteurs régionaux, et en particulier le Pakistan, à user de leur influence pour permettre la fin des combats et pour permettre la reprise de négociations de paix. L'établissement d'une paix durable dans ce pays relève de notre responsabilité collective, ainsi que de celle de tous les acteurs afghans bien

entendu.

4/ Un mot maintenant sur le défi du trafic de stupéfiants, qui alimente l'insurrection talibane et qui menace la santé de la population afghane, et qui doit continuer de mobiliser le gouvernement afghan. Dans ce domaine aussi, le gouvernement peut compter sur le soutien de la communauté internationale dans la mise en oeuvre de son plan d'action national, notamment par le biais de l'ONUDC, qui apporte une précieuse coopération technique. Un degré d'ambition élevé doit à tout prix être maintenu sur ce sujet, tout comme celui de la corruption, tant l'un et l'autre conditionnent une évolution favorable en matière de développement et de sécurité.

5/ Enfin, le fort accroissement en 2016 du nombre de déplacés et de réfugiés constitue aussi un défi majeur. Comme le relève le rapport du secrétaire général, le gouvernement afghan s'est attaché à absorber ce flux du mieux possible. Il faut ainsi saluer et encourager la coordination esquissée avec la MANUA pour répondre à cette crise migratoire, en particulier pour apporter une aide aux «réfugiés sans statut», qui est le groupe le plus précaire.

Monsieur le Président,

Le chemin de la «Décennie de transformation» est encore long, mais la direction suivie par le gouvernement afghan est la bonne, comme le montre la préparation de la réforme électorale et des élections parlementaires. Sur ce sujet comme sur les autres, l'Afghanistan peut compter sur le soutien total de la France et de la communauté internationale. Le renouvellement du mandat de la MANUA, qui devrait intervenir dans les prochains jours, apportera à cet égard une preuve supplémentaire. Dans ce contexte toujours fragile, le plein engagement des Nations unies en soutien du gouvernement afghan est d'une importance cruciale.

Je voudrais maintenant, pour conclure, de saluer le travail sur le terrain de l'ensemble du personnel des Nations unies en Afghanistan, qui fait face à des conditions particulièrement difficiles, et à travers vous, Monsieur le Représentant spécial, leur rendre hommage.

Je vous remercie./.